

En mai 1974, l'Inde fit exploser sa première bombe, entrant ainsi dans le club nucléaire, et ce faisant, elle prouva non seulement l'inefficacité du traité de non-prolifération des armes nucléaires, non seulement l'inutilité de l'agence internationale de l'énergie atomique, basée à Vienne, mais aussi j'ose l'espérer la stagnation physique et mentale de notre politique en matière d'aide nucléaire. Depuis dix ans, le gouvernement canadien contribuait à la prolifération des armes nucléaires en Inde, certainement en pleine connaissance de cause, mais sans intervenir. Il avait les pleins pouvoirs pour inspecter et contrôler ce qui entraînait et sortait des réacteurs construits en Inde.

Comme dans le cas de l'affaire des juges, le premier ministre du Canada aurait dû savoir ce qui se passait. Je suppose qu'il était au courant, mais comme dans l'affaire des juges, il n'a rien dit, rien fait. Nous sommes certes en droit de demander aujourd'hui au gouvernement pourquoi il n'a tenu aucun compte des avertissements. Qui a-t-on chargé des inspections? Qu'a-t-on fait pour mettre un frein à cette course folle vers une catastrophe mondiale? Pourquoi n'a-t-on pas coupé les ponts lorsque la politique de l'Inde nous est apparue clairement? L'a-t-on seulement menacée de le faire? Et surtout, pourquoi, par tous les dieux, les mêmes personnages qui détiennent le pouvoir dans un régime encore plus autocratique, sinon dictatorial, en Inde, sont-ils plus dignes de confiance en 1976 qu'en 1974?

Monsieur l'Orateur, à une époque où la conjoncture au Proche-Orient et au Moyen-Orient est plus tendue qu'elle ne l'était à ce moment-là, où nous assistons à une destruction systématique des institutions parlementaires et démocratiques qui existaient en Inde, à une époque où l'Inde elle-même conclut des marchés pour fournir matériel et technologie nucléaires à d'autres pays du bloc arabe, ce qui ne peut manquer d'effrayer le reste du monde étant donné son potentiel, et à une époque où les concurrents de l'Inde, comme le Pakistan, reconnaissent ouvertement qu'ils participent à une course nucléaire dans cette partie du globe, il faut poser la question suivante: pourquoi maintenant? Ou mieux encore: pourquoi tout simplement? Pourquoi, alors que personne n'a conçu de recours, de sanction ni de peine contre le pays qui fabrique une bombe?

Qué faire, si l'Inde, l'Iran, Israël, le Pakistan, le Brésil, l'Argentine, la Corée, le Chili, l'Afrique du Sud, l'Égypte, l'Espagne, Taïwan et l'Indonésie fabriquent des bombes atomiques? Est-ce qu'on leur tape sur les doigts? Est-ce qu'on leur fait rembourser les crédits que leur a consentis l'ONU? Il faut certainement s'assurer tout d'abord qu'ils n'ont pas les moyens de les fabriquer. Mais cela, on l'oublie vite. Que fera-t-on si l'Inde fabrique une bombe H, comme le premier ministre Ali Bhutto a bel et bien déclaré, lors de sa visite à Ottawa le mois dernier, qu'elle était en cours de fabrication à Madras? Quelle est la réponse du gouvernement? Il dit qu'il négocie en vue de la reprise de son programme d'aide nucléaire. Notez bien, ce n'est pas le ministre qui a dit cela, mais l'homologue canadien de Kissinger, M. Ivan Head. Il serait peut-être plus juste de dire qu'il est l'équivalent canadien de Chester Bowles. En tout cas, M. Head a annoncé le 10 mars qu'il avait réussi à s'entendre avec l'Inde, du moins en ce qui concerne la reprise du programme d'aide nucléaire.

● (1530)

Il ne restait qu'un léger détail bien sûr, auquel je suppose M. Head n'a pas accordé trop d'importance puisqu'il ne s'agissait là que d'une simple formalité. Il restait à obtenir l'approbation du cabinet. Elle a été donnée alors que l'Agence internationale de l'énergie atomique n'a que 47

Prolifération des armes nucléaires

inspecteurs pour contrôler les 200 installations nucléaires existant dans le monde. Alors que nous avons déjà doté l'Inde d'un arsenal nucléaire perfectionné que nous n'aurions jamais rêvé de posséder nous-mêmes. Alors que dans les dix prochaines années nos moyens techniques et industriels vont être tendus à l'extrême limite de leurs possibilités pour la réalisation ici même des centrales nucléaires qui vont être nécessaires à la couverture de nos propres besoins intérieurs, et qu'il ne faut donc pas penser à nous mettre encore sur les bras la fourniture de réacteurs CANDU à l'étranger. Alors même que nous pouvons soupçonner l'étranger de nous demander ces réacteurs parce qu'ils permettent de fabriquer le plutonium à usages militaires plus facilement que les réacteurs américains à eau légère. Si tel est bien le cas et j'assume le ministre que ce soupçon existe vraiment—nous nous trouvons à imposer aux Canadiens une charge encore plus lourde.

Et finalement cet accord a été signé alors que nos dépenses publiques atteignent un niveau record et doivent obligatoirement être réduites. Chacun de ces programmes d'assistance, chacun de ces réacteurs CANDU expédié à l'étranger coûte directement au contribuable canadien 55 p. 100 au bas mot des charges de capital. Le pourcentage est en général bien supérieur à 55 p. 100, à cause des années-hommes et des prestations en connaissances techniques et en expérience qui les accompagnent. Je vous pose la simple question suivante: est-ce que nos priorités ne sont pas à l'envers? Est-ce que nous ne raisonnons pas de travers? Est-ce que le gouvernement a raison de consacrer tant d'énergie, tant de temps et tant d'argent à un programme qui a été détourné de son but par l'Inde, et qui va probablement donner lieu plus tard à de sérieux abus? Il faut mettre immédiatement un terme à ce genre de transaction, aux arrangements de ce genre.

Des voix: Bravo!

M. Lawrence: Et si on veut y mettre un terme, il n'y a qu'à ne plus envoyer M. Head en expéditions de ce genre. Il n'y a qu'à réprimander le gouvernement ce soir par ce vote.

M. T. C. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles): Monsieur l'Orateur, le député de Northumberland-Durham (M. Lawrence) mérite des félicitations pour avoir proposé une motion qui donnera l'occasion de débattre en public une question d'importance vitale pour tous les Canadiens et pour la paix mondiale. La bombe atomique représente la plus grande menace à la survie de l'humanité de toute l'histoire. L'avènement de nouvelles armes n'a pas cessé d'accroître le pouvoir humain de destruction. Et pour la première fois dans la longue histoire de l'homme sur cette terre, nous avons le pouvoir non seulement de détruire les villes ou de dévaster les pays mais aussi de détruire toute forme de vie sur notre planète.

De 1945 à aujourd'hui, cette menace s'est multipliée. En 1945, les États-Unis étaient la seule puissance nucléaire. Aujourd'hui, environ 14 nations détiennent la bombe atomique ou peuvent la fabriquer. En outre, on compte 650 usines atomiques dans 38 pays, qui toutes produisent des déchets radioactifs à partir desquels on peut fabriquer du plutonium. Mais à cet égard, nous avons, au Canada, une responsabilité plus grande que dans tout autre pays, puisque nous avons réussi à fabriquer le réacteur CANDU qui produit deux fois plus de plutonium que les réacteurs à eau légère, utilisés aux États-Unis et dans la plupart des pays d'Europe occidentale. En plus, les éléments de combustible épuisés du réacteur CANDU produisent du plutonium quotidiennement alors que, dans le cas des réacteurs à eau légère, le plutonium n'est produit que lorsqu'il faut arrêter